

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 4656/2026/38
portant modification des conditions de remise en état
d'une carrière à ciel ouvert de calcaire et de marnes
sur la commune de Lahonce
par la société Carrières de Sare**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 4656/2014/019 du 17 décembre 2014 autorisant la société Carrières de Sare à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et de marne sur le territoire de la commune de Lahonce ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-0002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GEREST, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** le porter à connaissance en date du 16 décembre 2025 par lequel la société Carrières de Sare sollicite une modification des conditions de remise en état de la carrière à ciel ouvert de calcaire et de marne visée par l'arrêté préfectoral n° 4656/2014/019 du 17 décembre 2014 susvisé ;
- VU** le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 29 janvier 2026 ;
- VU** l'avis du demandeur en date du 3 février 2026 sur le projet d'arrêté complémentaire ;
- VU** le rapport du 4 février 2026 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis des propriétaires des parcelles concernés par la demande en dates du 2 et 3 octobre 2025 ;
- VU** l'avis du Maire de Lahonce en date du 13 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification des conditions de remise en état nécessite des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 4656/2014/019 du 17 décembre 2014, conformément aux articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la modification de certaines dispositions ne remet pas en cause les dispositions générales de la restitution du site telle que prévue initialement ; l'usage futur ayant été défini en accord avec la commune de Lahonce et les propriétaires pour permettre l'implantation d'activités artisanales ou industrielles ;

CONSIDÉRANT que ces modifications concernent uniquement la remise en état de la carrière, et l'absence d'enjeu environnemental insuffisamment prévenu, une présentation à la Commission

Départementale de la Nature des Paysages et des Sites dans sa formation spécialisée « Carrière » n'est pas nécessaire, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de la délivrance des prescriptions complémentaires sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : Prolongation de l'autorisation

La société Carrières de Sare, dont le siège social est situé à Cambo-Les-Bains (64250), dispose d'une carrière à ciel ouvert de calcaire et de marne à remettre en état, sise au lieu dit Montagne Rouge sur le territoire de la commune de Lahonce.

Seuls les travaux de remise en état y sont autorisés.

Article 2 : Article modifié

Les prescriptions de l'article 14.3 de l'arrêté préfectoral n° 4656/2014/019 du 17 décembre 2014 susvisé, relatif aux conditions de remise en état, sont remplacées par les dispositions suivantes :

La remise en état définie en annexe au présent arrêté et aux dispositions de l'étude paysagère de juin 2025 du porter à connaissance du 16 décembre 2025, est un réaménagement visant à intégrer le site dans son paysage pour une mise en valeur des différents milieux, tout en permettant une réutilisation future de ces terrains pour d'éventuelles nouvelles activités.

La remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :

- Piste d'accès :
 - l'enrobé de la piste d'accès interne est enlevé et évacué du site ;
 - cette piste est reconstituée par un empierrement drainant ;
- Carreau de la cote 9 m NGF :
 - maintien du bassin de décantation des eaux pluviales ;
 - purge correct du front de taille ;
 - drainage des eaux vers le bassin de décantation ;
 - maintien d'une zone rocailleuse au nord du carreau ;
 - destruction des pieds d'Herbes de la pampa ;
- Plateau de la cote 20 m NGF :
 - destruction des pieds d'Herbes de la pampa ;
 - création d'un merlon paysager intermédiaire, séparant ce plateau en deux zones distincte ;
 - création d'une ceinture périphérique constituée soit d'un talus soit d'un merlon, d'une hauteur comprise entre 4 et 6 m ;
 - la ceinture périphérique et le merlon intermédiaire font l'objet de plantations d'arbres et d'arbustes d'espèces végétales locales selon une densité adaptée pour créer un écran paysager ;
 - décompactage éventuel du sol pour assurer une infiltration des eaux pluviales ;
 - les zones mises à nu après travaux ou arrachage des pieds d'herbes de la pampa sont ensemencées avec un mélange de graminées et de légumineuse d'espèces végétale locales ;
- Plateau sommital :
 - destruction des pieds d'Herbes de la pampa ;
 - décompactage éventuel du sol pour assurer une infiltration des eaux pluviales ;
 - les zones mises à nu après travaux ou arrachage des pieds d'herbes de la pampa sont ensemencées avec un mélange de graminées et de légumineuse d'espèces végétale locales ;
- Nettoyage général du site avec évacuation des déchets vers des filières adaptées ;
- Les piézomètres font l'objet d'un rebouchage selon les prescriptions réglementaires en vigueur ;

- Maintien et remise en état, si nécessaire, des clôtures et du portail d'accès ;
- Retrait de la signalisation spécifique à la carrière.

Article 3 : Prescriptions des actes antérieurs

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 4656/2014/019 du 17 décembre 2014, demeurent inchangées.

Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Pau :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 6 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Lahonce et pourra y être consultée ;
- 2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Lahonce pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Lahonce.
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Exécution – ampliation

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne, le maire de Lahonce, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine et les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

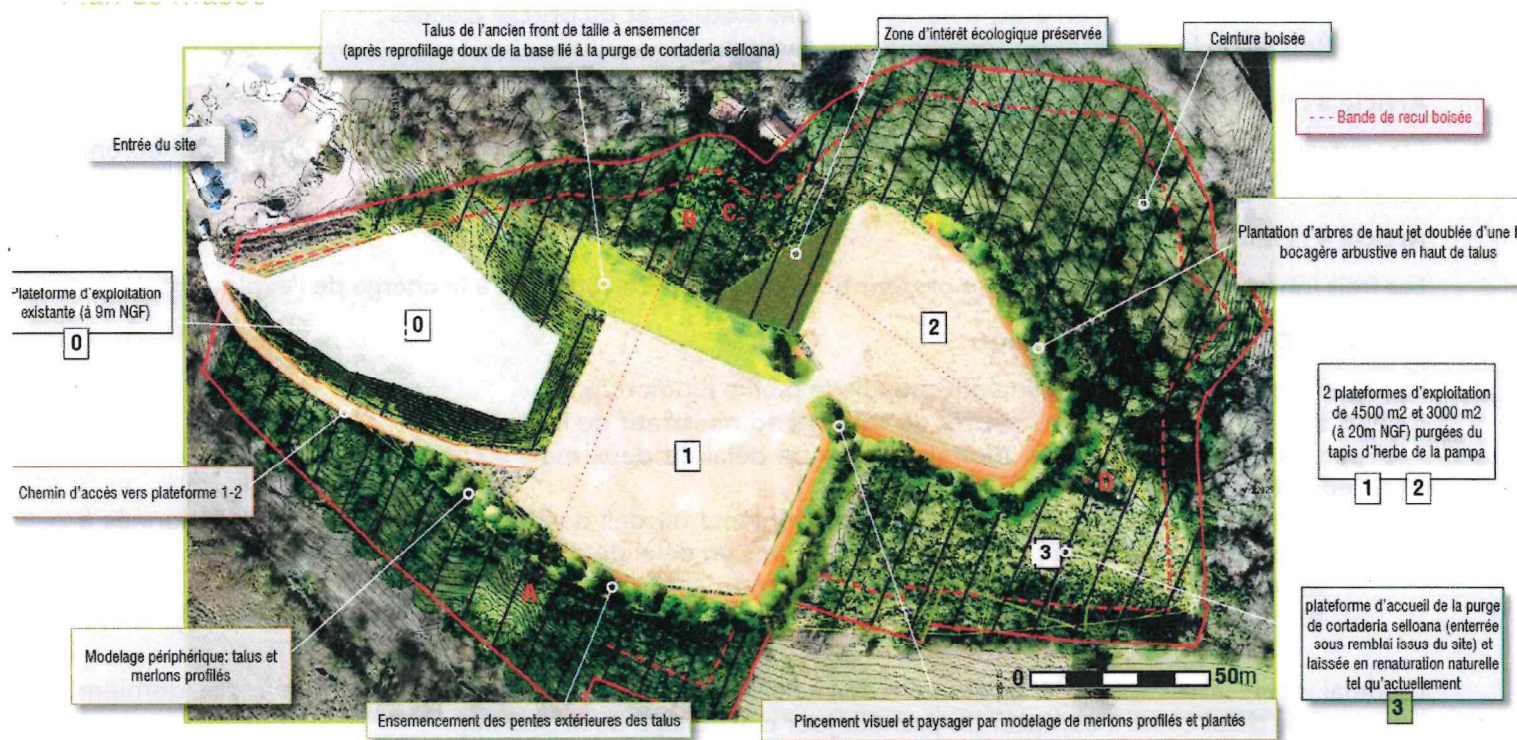
- à Madame la Directrice Générale de la société Carrières de Sare.

Pau, le **24 FEV. 2026**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,

Samuel GESRET



> PROFILS EN TRAVERS

